

# Les gilets jaunes, lassés du bord de la route

Tout est parti de France. Puis le mouvement a gagné la Belgique, voici une quinzaine de jours. Et désormais, les politiques veulent dialoguer avec eux. A commencer par le Premier ministre, Charles Michel, qui ce jeudi à la Chambre, appelait à « transformer la colère en projet positif ». Et Olivier Chastel, président du MR, souhaite désormais les rencontrer.

En attendant, les gilets jaunes pourraient à nouveau faire parler d'eux ce vendredi en déboulant sur Bruxelles. Menace sérieuse ? A combien ? Nul ne le sait car le mouvement est loin d'être coordonné, comme en témoigne l'appel à manifester lancé en début de semaine par un porte-parole autoproclamé, vite désavoué par le « terrain ».

Après quinze jours d'occupation des pompes, ronds-points et

postes frontières, la question demeure : qui sont ces gens qui ont fait de ce vêtement fluo de sécurité l'étendard de leur colère ? Des oisifs de mauvais augure, des casseurs, des anarchistes ? Sont-ils manipulés par l'extrême gauche, infiltrés par l'extrême droite ? Rien de tout cela, en fait, pour peu que l'on prenne le temps de les écouter.

On entend alors le récit d'une existence où l'espoir semble hors

de prix, où les accidents de l'existence constituent une menace sérieuse de basculement. C'est pourquoi, comme les manants de jadis, ils ont dressé une liste de doléances, afin d'alléger le coût de leur quotidien. Ils ne la soumettent pas, ils la brandissent au nez des politiques, qu'ils jugent très sévèrement.

Reste cette question : le dialogue est-il possible ? ■

PASCAL LORENT

## leurs profils « Ce ne sont pas des casseurs mais ils sont en colère »

REPORTAGE

La palette encore fumante se consume sur un tas de cendres. Entre Courquain et Macquenoise, là où le Hainaut enfonce sa Botte dans le flanc de la France, les gilets jaunes ont érigé leur camp de fortune à deux pas de cette douane immortalisée par Dany Boon dans son film *Rien à déclarer*. Sauf qu'eux, ces anonymes, ont plutôt à dire.

Alors ils bloquent les camions et les voitures. Un petit peu. Juste le temps d'échanger leur vécu, fait de choix et de privations. Le mouvement est parti de France mais il a vite fait tache d'huile, agglutinant au fur et à mesure des gens dont le vécu ne diffère guère de l'autre côté de la frontière. Des chômeurs, des fainéants ? Bien sûr, parmi ces gens vêtus de fluo, il y a des personnes sans emploi. « Moi, je suis sur la mutuelle, confie l'un d'eux qui occupe la pompe du Cora de Châtelineau depuis deux semaines. *Je vis seul car je suis séparé et je viens quand je n'ai pas mes enfants.* »

Mais sur les barrages filtrants, on trouve aussi et surtout des travailleurs dont le salaire ne suffit plus à se maintenir au-dessus du niveau de pauvreté. Ils viennent après leur journée de travail pour relayer leurs condisciples. Comme Christian, garagiste pour véhicules antécités. « *Aujourd'hui, il faut deux voitures pour s'en sortir ici* », explique Patrice, un Français qui travaille à Erquennes chez un marchand de matériaux de construction. Deux voitures par ménage, dans ce coin reculé du Hainaut, c'est indispensable. Pour aller travailler, mais aussi pour conduire les enfants à l'école. « *On nous demande d'avoir des jeunes qualifiés mais ici, l'horaire de bus ne colle pas avec celui du train. Alors, il faut conduire notre fils tous les matins.* »

« *Moi, je mets 300 euros par mois dans mon réservoir*, déplore Nathan

dont la semelle bat le tarmac près des pompes du Cora de Châtelineau. *Je suis boulanger et je travaille tous les jours à Waterloo pour 1.300 euros par mois.* » Après avoir tenu une friterie comme indépendant, il a fait faillite. Avec le millier d'euros mensuel qui subsiste, une fois le plein effectué, il tente de vivre et de rembourser les dettes de son activité précédente. « *Et comme je n'ai plus droit à des prêts, je rembourse lentement.* » A Courcelles, une dame salariée dans le secteur social dépense chaque mois 250 euros pour se rendre au travail. « *J'ai un CDI mais je cherche à me rapprocher de chez moi*, raconte-t-elle. *Mais on ne propose que des statuts précaires.* » Pourtant, bien plus que ses difficultés, c'est la misère constatée au quotidien, dans son métier qui lui arrache des larmes. « *Pour se soigner, un couple de pensionnés a dû revendre sa maison et s'installer dans un chalet* », glisse-t-elle avant de fondre en larmes.

### « Ici, il n'y a qu'une seule couleur »

Le revenu ne protège pas des accidents de la vie. D'autres usent aussi de la débrouille. Comme cette jeune femme à peine trentenaire qui compte chaque mois pour essayer de se soigner tout en s'occupant de sa fille. Comme Yvan aussi, de Tertre, venu en soutien au piquet de Couillet, qui a obtenu de l'Onem de pouvoir conserver un temps une activité complémentaire de pédicure en attendant de retrouver du boulot.

« *Moi, je suis pensionnée, après 44 années de travail*, explique Pierra, devant le dépôt de carburant situé en bordure de la N50, à Tertre. *Je dois vivre avec 900 euros par mois. Et mon fils, il enchaîne les intérim depuis des mois. On lui dit qu'il convient mais on ne lui donne jamais de CDI. Comment voulez-*

*vous qu'il se lance dans la vie avec ça ? Et ce n'est pas moi qui pourrai l'aider* », souffle-t-elle derrière son écharpe de laine, regrettant cette époque où les parents pouvaient lancer leurs enfants dans la vie.

A Courcelles ou à Erquennes, à Tertre ou à Châtelineau, on peste aussi contre les médias. « *Nous ne sommes pas des casseurs* », clament plusieurs gilets. Mais plus encore que cette étiquette, c'est la crainte d'être récupérés qui les anime. « *Ici, on ne veut pas de politiques* », insiste Cédric à Châtelineau. Les syndicats n'ont pas meilleure presse. « *Si des syndicalistes veulent venir, ce n'est pas avec du rouge, du vert ou du bleu*, prévient un mécanicien pour poids lourds présent à Tertre. *Ici, il n'y a qu'une seule couleur.* »

### Anti-système

Leur cible, c'est le système. La classe politique qui, à leurs yeux, s'octroie un train de vie indécent. « *Vous trouvez normal que le Premier ministre gagne ce qu'il gagne alors que nous, on doit se débrouiller avec 1.200 euros par mois* », peste l'un d'eux. Les « riches » qui éludent l'impôt, les multinationales qui n'en paient pas, l'Europe aussi et les migrants. « *Ils n'ont jamais cotisé comme nous mais on leur accorde les remboursements de la Sécu et une allocation de 800 euros par mois* », s'indigne Patrice. Quand on n'a pas assez dans la sienne, on regarde forcément l'assiette du voisin.

Sur les barrages, le rire est assorti aux gilets. Mais pour combien de temps.

« *Ce ne sont pas des casseurs*, insiste Mireille, qui fait vivre sa famille avec son revenu et le chômage de son mari. *Mais ils pourraient devenir violents si on ne les écoute pas car ils sont en colère.* » ■

P. Lt.

**COMMENTAIRE**

PASCAL LORENT

**FERMER  
LES YEUX  
NE SUFFIRA PAS**

Les gilets jaunes font peur ? Il faut plutôt se réjouir de leur présence. Au plus gris de l'automne, une partie de la population, invisible aux annonceurs (car son pouvoir d'achat est faible) et aux politiques (car elle ne dispose d'aucun relais) est apparue sur le devant de la scène. La Belgique qui gagne peu s'est levée et a enfilé son gilet fluorescent afin qu'on l'aperçoive dans la pénombre où l'enferme la précarité. Ce mouvement interpelle car il sort des canevas habituels de la contestation sociale. Et il est d'ailleurs bon que certains s'interrogent. A commencer par le gouvernement : il ne sert à rien d'agiter le « tax shift » tel un grigri pour conjurer ce constat, la politique menée jusqu'à présent n'a pas empêché la précarisation des allocataires sociaux mais également des travailleurs devenus de plus en plus pauvres.

L'attitude des gilets jaunes doit également secouer les partis politiques. Aucun d'eux, de l'extrême droite à la gauche radicale, n'est le bienvenu sur les sites d'occupation. Cette partie de la population, soutenue par d'autres à coups de klaxon mais aussi par le don de victuailles et de palettes, ne croit plus dans la participation dont les calculs la hérissent, elle qui doit chaque jour compter.

Les syndicats aussi auraient tort de ne voir dans ce mouvement que l'écho de leurs propres revendications. Car la méfiance de ces anonymes vise également les appareils syndicaux. Et en quinze jours, quelle leçon donnée aux professionnels de la concertation. Les gilets jaunes ne défilent pas de Bruxelles-Nord à Bruxelles-Midi avec pétards et calicots. Ils occupent le terrain, en s'attirant les sympathies de la population.

Ce mouvement, enfin, doit inquiéter l'ensemble des démocrates. Car si le politique feint de ne pas le voir, s'il mise sur l'approche des fêtes de fin d'année pour l'amener à s'essouffler, il court le risque de le voir disparaître dans un recoin sombre de la société. Et qui sait alors sous quelle forme il ressurgira plus tard. Ailleurs déjà, le désespoir démocratique a enfanté des monstres.